

Compte-rendu du CSAL du 25-05-2023

Ordre du jour

Point soumis aux votes :

1) Création du Centre de gestion financière Justice de Nancy

FO assure le secrétariat de la séance.

Ce CSAL est convoqué à la suite du vote négatif à l'unanimité des représentant.es du personnel lors du CSAL du 11 mai 2023 sur la création du Centre de gestion financière Justice de Nancy.

Création du Centre de Gestion Financière (CGF) justice de Nancy au 1^{er} juin 2023

Le Président nous informe qu'un comité de pilotage a eu lieu mardi 23 mai 2023 avec toutes les centrales.

Tout a été acté. Tout est fait dans le respect des règles en vigueur. Les notifications aux agents sont en cours de signature. On en est au stade de finalisation des aménagements des locaux. Chaque agent.e a pu bénéficier de 4 jours de formation qui se terminent aujourd'hui.

Information aux agent.es : Cette opération est éligible à l'indemnité d'accompagnement à la mobilité fonctionnelle et devrait être de 500 euros, la durée de formation étant située entre 5 et 10 jours.

Le Président souhaite « rétablir les choses » après les interventions des 2 collègues intervenus en qualité d'expert lors du CSAL du 11 mai 2023 qui prêtaient à confusion selon lui. Des réunions ont eu lieu régulièrement. Le chef de ce futur service indique que

l'annonce à tous les agent.es a été faite le 4 octobre 2022. Des réunions d'information ont eu lieu après chaque CoPil. La dernière s'est tenue le 16 mai.

Un représentant du personnel indique que les regrets des agent.es portaient sur le fait qu'ils/elles ont été informé.es mais jamais associé.es. Il est répondu que ces CoPil étaient très techniques et que cela aurait été inutile d'y associer des agent.es d'exécution.

Le Responsable du Pôle Gestion des Ressources et des Opérations de l'Etat indique que le sujet a été abordé à l'occasion de chaque entretien professionnel.

Quelques agent.es n'étaient pas favorables à cette création et redoutent l'arrivée de 12 collègues. Cette arrivée se fait dans de meilleures conditions indemnitaires que lors des précédentes.

Suite à une question d'un représentant du personnel, il est répondu que la suspension générale des jours de télétravail fixe est limitée à 6 mois et qu'un volant de jours flottants a été décidé. Tout se fera dans la souplesse. Il faut que chacun.e y retrouve son compte. L'objectif est de travailler ensemble, monter en compétence.

Solidaires rappelle que le débat actuel rappelle vraiment celui que l'on a à chaque réorganisation. Un GT du CHSCT a eu lieu après les fusions des SIP de Nancy avec Pont-à-Mousson et Vandoeuvre avec Toul et Lunéville. A chaque fois les agent.es disent être mis devant le fait accompli sans préparation suffisante. La direction réfute cette interprétation.

Solidaires informe que les organisations syndicales préparent un planning de visites des services en souffrance dans le cadre de la Formation spécialisée du CSAL et que le service dépense de la direction est concerné.

On pourra voir et entendre les agent.es, représentant.es du personnel et direction ensemble, et se rendre compte si les



réticences sont isolées ou non.

La direction propose que cette visite se fasse à la rentrée de septembre, lorsque le CGF Justice se sera vraiment mis en place.

Votes :

Contre : FO, CGT, CFDT, Solidaires Finances Publics.

Questions diverses

Briey :

Les demandes d'affectation des agent.es de l'ex SIP-SIE de Briey au SGC de Briey n'aboutissent pas car des contractuel.les sont parfois recrutés avant le mouvement.

Un débat a lieu sur la pérennité des antennes. Selon la direction, les demandes de mutation des agent.es affecté.es aux antennes, pérennes ou provisoires, fragilisent ces dernières.

Un poste d'adjoint est ouvert au SGC de Briey après la promotion de la titulaire en place.

En réponse à une question sur le remplacement des 3 futur.es retraité.es du SGC de Briey, la direction répond que la question du moment est le comblement les trous qui existent déjà. La question est prématurée.

Vacataires : 40 demandes d'enfants d'agent.es sont parvenues au service RH. 34 réponses favorables, 6 refus pour diverses raisons : la période ne correspondait pas ou alors ces postulant.es avaient déjà bénéficié de vacances plusieurs années.

Ces vacances correspondent à 2793 heures, soit environ 7,8 ETP.

La gestion de ces vacances se fait au fil de l'eau. 20 demandes supplémentaires de personnes non enfants d'agent.es n'ont pas obtenu satisfaction. Priorité aux enfants d'agent.es.

SIP : Une note de la DG parvenue hier évoque un seuil minimum de 8 agent.es dans les SIP à mettre en œuvre fin 2024 ou au plus tard à la fin du COM (2027).

Quel avenir à terme pour les antenne des SIP de Briey, Lunéville et Pont-à-Mousson ? Il y a nécessité d'anticiper.

Pour le Président, il n'y a pas de problèmes actuellement.

On a tout le temps d'y réfléchir.

Solidaires intervient pour dire qu'avec le contexte de réchauffement climatique, évalué à + 4 ° à échéance 2100 et les effets progressifs sur les déplacements et les prix des carburants en particulier, la question de l'éloignement de son lieu de travail doit vraiment être prise en compte.

La direction répond : télétravail.

Transfert de la gestion hospitalière du SGC de Pont-à-Mousson vers la Trésorerie de Nancy Hôpitaux : Le dispositif d'accompagnement de la restructuration est confirmé.

Pour l'heure un seul agent souhaite suivre la mission. Pas d'informations supplémentaires.

Cantine de Toul : La fermeture n'est pas à l'ordre du jour. Une subvention « restauration collective » a d'ailleurs été reçue cette année.

Prochain CSAL le 22 juin.

Vos représentant.es Solidaires Finances Publiques au CSAL de la DDFIP 54

Jean-Christophe BERCHE

Laurent RETIERE